

Gradignan, le 19/06/2025

À la suite de notre intervention relayée dans *Sud Ouest* le 11 juin 2025, la direction a, deux jours plus tard, convié les organisations syndicales représentatives à une réunion tenue dans le bureau du chef d'établissement.

Dès le début de l'entretien, notre demande de « stop écrou » a été écartée d'un revers de main, jugée inefficace et considérée comme trop risquée en matière de responsabilités. Une position qui révèle, selon nous, soit une prudence excessive, soit un manque flagrant de courage managérial de la part de la direction.

Parmi les mesures censées apporter des réponses à la surchauffe carcérale que subit notre établissement, il nous a été annoncé :

- Le transfert de quelques détenus. Cela ne représente qu'une solution ponctuelle, dont l'impact demeurera marginal face à la crise de surpopulation que nous affrontons.
- La capacité d'accueil du quartier confiance a été portée à 100 détenus grâce au doublement des lits, sans renforcement des effectifs du personnel.
- La SAS verra sa capacité augmenter de manière similaire, avec la possibilité d'accueillir désormais entre 15 et 16 détenus supplémentaires, sans apport de personnel.
- Une utilisation généralisée des remises de peine, employées non pas comme un instrument de justice, mais comme un moyen administratif pour gérer rapidement la situation.
- Enfin, un mécanisme spécifique (écrou différé) a été annoncé pour les peines de courte durée (4 à 6 mois), présenté comme renouvelable, mais dont les contours restent flous. Le chef d'établissement se contentant d'annoncer qu'il était en attente d'une communication du parquet, prévue pour éclaircir une procédure dont lui-même ne semble pas saisir toutes les implications légales et pratiques.

La réouverture potentielle du premier étage du bâtiment-A fut également évoquée. Ce projet de la direction interrégionale a déjà fait l'objet d'un audit pour en estimer les coûts. Pendant ce temps, nos demandes de travaux urgents au NCP sont systématiquement rejetées, faute de budget.

Une évaluation des besoins en ressources humaines sera réalisée dans les jours à venir afin de juger la faisabilité du projet. Une première analyse fait état de 14 agents supplémentaires nécessaires, soulevant de vives interrogations alors que les effectifs actuels ne parviennent déjà pas à garantir un fonctionnement minimum de l'ensemble des secteurs.

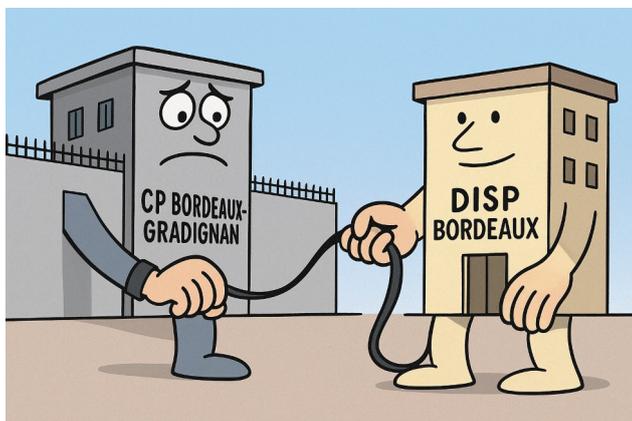


L'UFAP UNSa Justice de Gradignan a également mis en garde la direction sur le projet d'ouverture de l'unité d'hébergement de l'hôpital de jour, dont les travaux de sécurisation sont très loin d'être finalisés, et dont l'ouverture prématurée constituerait une mise en danger directe des personnels.

Si la mobilisation de trois agents supplémentaires pour encadrer ce secteur venait à se confirmer, elle ne ferait qu'alourdir une situation déjà critique. À ce jour, 42 postes restent vacants selon l'organigramme de référence, tandis que plus de 60 collègues sont absents pour raisons médicales — épuisés par une surcharge de travail devenue structurelle, que l'administration persiste à ignorer.

À propos de la multiplication des drones, plusieurs mesures de réparation et d'aménagement technique sont citées, mais sans cohérence ni plan d'ensemble. Par ailleurs, le DNCI (Dispositif de Neutralisation des Communications Interdites), qui revêt une importance capitale, est confirmé pour 2025, sans autre précision.

Suite aux incendies de véhicules survenus le 21 mars 2025, il a été annoncé des travaux de sécurisation du domaine, sans toutefois communiquer un échéancier ou de plans détaillés.



Tout au long de cet entretien, l'obsession presque permanente du directeur a été de rappeler, de justifier et de se réfugier derrière les instructions venant de la direction interrégionale. Cela montre son incapacité à proposer ou même à envisager des solutions adaptées à la réalité locale, dévoilant ainsi une direction sous tutelle tant dans la gestion que dans la communication.

Encore une fois, cette réunion a davantage ressemblé à un simple exercice de communication déguisé en concertation.

L'UFAP UNSa Justice sera extrêmement attentive aux résultats réels des mesures annoncées, et en tirera très rapidement les conséquences, en refusant que nos collègues continuent à subir, sans réaction, un management qui ignore le facteur humain et compromet la sécurité de tous.

L'UFAP UNSa JUSTICE, L'ENGAGEMENT QUOTIDIEN AU SERVICE DU TERRAIN !



L'UFAP UNSa Justice
Bordeaux Gradignan